



billet d'humeur

L'économiste Ricardo se retourne dans sa tombe : les courbes de l'offre et de la demande doivent se croiser harmonieusement pour déterminer le prix du marché. En cas de déséquilibre, l'Etat doit intervenir en légiférant...

Pénurie de logements, pénurie de travail ... Les méthodes marketing de nos gouvernants n'y font rien. Les aides à l'accession d'un logement ou les aides locatives ne peuvent pas pallier le manque. Traiter le domaine du logement et du travail comme la vente de pommes de terre ou de voitures ne mène à aucune solution.

Jamais les règles du marché n'ont créé un droit. Illusion que de croire que la privatisation de la Sécurité Sociale créera de la solidarité, que la concurrence du marché pourra faire naître un enseignement neutre et laïc.

Alors que des drames humains se jouent pour les expulsés, familles sans logement, enfants confiés à la DAS, SDF, déstabilisés, détruits ..., le marché devrait apporter la solution.

Qui c'est, le marché ? Nous devrions prendre rendez-vous avec " Monsieur " Marché pour qu'il nous rende des comptes !

L'illusion marketing démontre combien elle est déresponsabilisante pour nos gouvernants. Là, où il faudrait protection et détermination, nous rencontrons des paroles lénifiantes et insipides. A la douleur répond la lâcheté qui se cache derrière les principes du marketing.

Aucun droit n'a été établi par les règles du marché ! Le droit est mis en place par la loi. Le droit associatif, de la liberté de la presse, de l'éducation, de la santé, etc. est garanti par des lois.

Dans les grands domaines peu rentables, la loi doit garantir l'accès de tous. L'Etat, les gouvernements sont les garants de ces droits fondamentaux. A nous de veiller, d'exiger leur maintien !

Brigitte Audoin

“ Aucun droit n'a été établi par les règles du marché ”



Nathalie Levray

Le gouvernement de Jean Pierre Raffarin a trouvé à qui parler. 75 000 chercheurs et 245 000 citoyens signataires de la pétition "Sauvons la recherche". Les intermittents du spectacle fortement mobilisés depuis un an. Les victimes du chômage et de la précarité sur le pied de guerre.

L'exécutif français s'est planté. Les cadeaux octroyés aux buralistes et aux restaurateurs sur le budget de l'Etat (1 milliard et demi pour le secteur de la restauration) n'ont pas donné le résultat escompté. Le slogan du premier ministre sur "l'intelligence de la main" aura fait long feu. Retour à l'envoyeur, effet boomerang: les électeurs lui signifient le 28 mars leur ras-le-bol. L'intelligence, la culture et le social se retrouvent au centre d'un même combat qu'il s'agit désormais, après les premières et incomplètes reculades de Jacques Chirac, de gagner.

Les deux articles de fond de ce N° 7 de *Angle d'attac 92* proposent des axes de réflexion pour mieux comprendre et mieux réagir. De la prise en compte de la "conscience critique" des acteurs "du savoir, de la recherche, de la pensée et du lien social", à la nécessité absolue de mettre la recherche, démystifiée, "au service du citoyen", l'humain redevient le dénominateur commun de la réflexion comme de l'action. L'humain sur lequel s'appuyer et se fonder pour décider.

La démocratie tirera tout bénéfice de choix de société concertés, déterminés, compris et acceptés de tous car fondés sur l'intérêt général et le bien de tous les citoyens du monde.

édito : attac et le mouvement des chercheurs

Des milliers de directeurs de laboratoires ont massivement démissionné de leurs responsabilités administratives le 9 Mars 2004, au fil d'un combat qui, pour la première fois, a été largement médiatisé. C'est que les chercheurs ne disposent pas habituellement des moyens de pression d'autres professionnels (enseignants, cheminots, journalistes, etc ...) pour démontrer leur contribution à la vie quotidienne: il n'y a pas d'usagers de la recherche en temps réel ...

Il était nécessaire qu'**attac** affirme sa solidarité avec ce mouvement car l'activité de recherche est déterminante pour la culture et l'économie, même si ses effets sont parfois largement différés. Comment accepter que le gouvernement concède à la recherche un "bonus" cinquante fois moindre que celui alloué aux restaurateurs? ou qu'il s'oppose à la création de 550 postes, soit cinq fois moins que ceux créés dans l'Armée en 2004 ...? Il est intéressant de remarquer combien le modèle libéral des Etats-Unis est ici, et de façon exceptionnelle, complètement bafoué: pourquoi notre gouvernement tellement soucieux de croissance et de compétitivité

ne fait-il pas confiance à sa recherche scientifique (qui, toutes proportions gardées, ne fait pas si mauvaise figure) pour le progrès économique? pourquoi n'investit-il pas massivement dans la recherche et l'innovation, conformément à ses discours plutôt que laisser les maîtres actuels du monde confisquer nos jeunes chercheurs?

Je crois que les actions de ce gouvernement sont toujours des régressions en deux temps, comme montré dans d'autres secteurs (éducation, santé, culture ...): **d'abord casser l'outil, puis le réparer à la mode libérale.** Nul doute que la recherche recevra de gros moyens dès que les chercheurs seront démunis du statut de fonctionnaire et que l'industrie (déjà peu discrète) imposera les orientations des laboratoires publics.

Pourtant, dans ce débat sur la recherche, **attac** ne peut se contenter de soutenir les chercheurs face aux incuries gouvernementales mais doit aussi faire des propositions pour que la recherche soit au service des citoyens du monde, c'est-à-dire pour exiger que cette activité, comme les autres activités du secteur public, soit mise en démocratie. Pour cela il faut commencer, même si

cela déplaît à de nombreux collègues, par démystifier le métier et la fonction de la recherche. Par exemple, ne plus désigner les chercheurs comme "cer veaux" ("la fuite des cerveaux"), ce qui laisse croire à une élite parmi des citoyens décérébrés; ne plus se focaliser sur une mythique "recherche fondamentale" alors que l'acquisition de connaissances fondamentales et leur valorisation ("recherche appliquée") s'entremêlent dans les mêmes lieux et entre les mêmes mains, pour produire une recherche presque toujours orientée, finalisée; ne plus parler de "science" mais de "technoscience" pour désigner cette situation; ne plus accepter comme "progrès" tout ce qui est nouveau mais seulement ce qui est bénéfique, etc ...

En fin 2003, peu avant le début du mouvement des chercheurs, le Conseil Scientifique d'**attac** avait créé un groupe de travail "Science et citoyenneté" pour réfléchir à la place de la technoscience dans la société et à l'implication souhaitable des citoyens. Il est frappant de constater que les interventions récentes sur la crise et l'avenir

(suite page 2)

Jacques Testart

Directeur de recherche à l'INSERM



édito : suite

de la recherche ne font aucune place à cette préoccupation. Il n'est question que de compétition entre chercheurs, avec des exemples fournis dans le milieu sportif: football (P. Kourilsky, France inter 10 Mars 2004) ou cyclisme (P.P ouletty, Le Monde, 6 Mars 2004). Comme si le but assigné à l'institution de recherche par les citoyens qui la financent pouvait se confondre avec le carriérisme de quelques vainqueurs, comme si la collaboration entre les laboratoires internationaux n'était pas le meilleur moyen de soulager les souffrances humaines. La recherche publique n'a pas pour but essentiel d'assurer la compétitivité, sous ses formes variées, mais de produire des connaissances et des moyens de jouissance, de développer la culture et l'expertise publique, de favoriser la citoyenneté dans un monde largement soumis à la technoscience. Ni le manifeste "sauvons la recherche", ni "le projet pour le CNRS", ni la "contribution des Nobel", ni les innombrables prises de position dans les médias par des chercheurs ou des politiques ne se soucient des attentes des citoyens, et la mission attribuée aux "Etats Généraux de la Recherche" montre que le système se referme sur lui-même: le

Comité national créé pour piloter ces Etats Généraux est exclusif du monde de "la science" et les finalités de ses travaux sont d'orientation syndicale (emplois et budget) en ignorant les **implications politiques et sociales**.

Les chercheurs n'ont aucune légitimité pour constituer seuls une communauté autonome, capable de savoir ce qu'est le bien commun. D'autant que, quels que soient les moyens qu'on voudra lui attribuer, la recherche ne peut concerner qu'une partie des sujets susceptibles d'être explorés ou valorisés. Aussi, piloter la recherche c'est d'abord **faire des choix**. Or ces choix ne devraient pas échapper à la régulation sociale contrairement à ce que prétend le récent "projet pour le CNRS" où on peut lire "Le CNRS se doit de choisir les thèmes prioritaires en fonction de sa vision du monde scientifique, technologique, économique et social ..."

Veut-on une République des savants ou une démocratie des savoirs? "*Pour sauver la recherche, ouvrons là !*" avions nous écrit (Libération, 22 Janvier 2004) au nom de l'Association Sciences Citoyennes, partenaire d'**attac** dans cette réflexion, mais le propos est encore inaudible pour la plupart des acteurs. Il l'est même souvent pour le

public, lequel hésite avant d'oser poser les questions importantes:

- pourquoi des plantes transgéniques (toujours sans avantage) et pas plus de recherches sur les méthodes culturales, les améliorations variétales? ...

- pourquoi les thérapies géniques (toujours inefficaces) et pas plus de recherches sur les maladies contagieuses, surtout exotiques, sur les résistances bactériennes? ...

- pourquoi de nouvelles machines nucléaires (EPR, ITER, ... toujours dangereuses à long terme) et pas plus de recherches sur les économies d'énergie, la pollution environnementale? ...

La mission sociale de la recherche ce n'est pas seulement de mener "*l'explication et le dialogue avec le public, d'expliquer la recherche ...*" (dixit les Nobel), c'est aussi de recueillir et respecter l'opinion d'un public informé, capable de faire des choix éclairés. Or, les modalités d'un contrat entre science et société n'ont jamais été établis.

"Sauver la recherche" c'est l'ouvrir à la démocratie pour lui donner pleine légitimité. C'est sur ces pistes que doit s'engager la réflexion d'**attac**.

Jacques Testart



Recherche, culture, social en danger !



Guerre contre l'intelligence et/ou guerre contre les cadres de l'Etat-Providence ?

Nous sommes gouvernés par des bateleurs, il est donc normal, pour dénoncer la politique gouvernementale, de chercher un slogan-choc. La pétition contre la guerre à l'intelligence fut l'un de ceux-là. Qui dit slogan dit raccourci. Bon pour déconsidérer l'adversaire, difficile à utiliser pour décrypter la politique du rhéteur Raffarin¹. Ne faudrait-il pas partir de ce qui réunit ceux qui sont en butte à ses persécutions et examiner les logiques sous-jacentes poussant, au-delà de la nécessité ou du calcul électoral, le Premier Ministre à les affaiblir ou les asphyxier ?

Qu'est-ce qui réunit les "secteurs du savoir, de la recherche, de la pensée, du lien social, les producteurs de connaissance et de lien social" que la pétition des Inrocuptibles assimile à cette intelligence agressée par le gouvernement de bateleurs ?

La réponse à cette question appelle l'histoire longue et l'histoire récente. Majoritairement, les acteurs dans ces secteurs répondent à une *vocation* qui n'est pas réductible aux seuls aspects économiques de leur vie professionnelle, aux seuls soucis de survie financière ou d'enrichissement. Ce qui les réunit ce sont des *visions d'eux-mêmes et de leur avenir* complémentaire de celle des autres membres de leur société et dans la mise en œuvre de leur énergie, de leur savoir et savoir-faire au service d'autrui.

Cette position les met dans la situation d'une véritable catégorie intermédiaire entre le monde des bas niveaux de qualification, des bas revenus, de la faiblesse patrimoniale, et celui des décideurs, préoccupés par les équilibres macroéconomiques, la survie de leur position, l'accroissement de leur patrimoine et de leur consommation et la perpétuation de leur entreprise.

Cette position les conduit à accumuler des expériences sur les populations pour lesquelles ils sont des intermédiaires. Ainsi, les membres des professions médicales et paramédicales, les enseignants, les travailleurs sociaux, cumulent des connaissances sur les populations qu'ils traitent. Ils en dégagent des images nuancées, complexes, des autres catégories sociales, ce qui les éloigne des intellectuels de l'efficacité que sont les décideurs, qui ont d'autrui une vue modélisée, donc réduite à quelques paramètres, dans la nécessité où ils se trouvent de prendre vite des décisions engageant l'avenir.

Habermas disait de ces catégories intermédiaires qu'elles ont une *conscience critique* dans le sens où elles jugent les actions politiques à l'aune d'un élargissement, vers les autres membres de la société, en particulier des milieux populaires, du jeu politique; où elles croient dans la réforme plutôt que dans la tradition ou la révolution; mais, surtout, elles voient comme but à l'action politique l'établissement d'un système de normes morales qui devrait être respecté par tous.

Cette vision morale et réformatrice leur permet de porter un regard critique sur eux-mêmes (leur code de déontologie est une pièce maîtresse de la constitution de leur monde professionnel) et sur les autres secteurs en charge de la vie collective de l'activité intellectuelle, notamment ceux qui ont une culture de l'efficacité, celle de beaucoup d'ingénieurs et de gestionnaires, ou des techniciens du droit et de la logique administrative, qui la combinent avec la normativité, chez qui la culture du discours critique² est peu présente.

Pour ces catégories intermédiaires, les mensonges et le cynisme des bateleurs est insupportable, ainsi que l'arrogance des puissants. Quand les bateleurs sont au pouvoir non seulement ces cadres de l'Etat Providence ressentent leur impuissance, leur indignation devant la situation faite aux plus faibles et fragiles, comme ces 300.000 radiés de l'UNEDIC qui vont alimenter les RMIstes, mais encore leur incapacité à se faire comprendre par des responsables droits dans leurs bottes et le regard fixé sur les prompts des injonctions du FMI.

Comment se développe cette culture du discours critique, dans quels secteurs d'activité? Critique correspond ici à son origine grecque *Kritikos*: capable de discerner, de juger. La culture du discours critique a la prétention de discerner derrière les évidences du discours sur l'efficacité, du dogmatisme juridique ou des règles administratives, leurs présupposés et ambivalences. D'où une préférence pour la prévention, le traitement du terrain, mais aussi pour le calcul de risques globaux, le débusquage des effets secondaires et inattendus.

Cette position critique suppose que l'on soit un peu en retrait, un peu protégé contre le retour trop rapide des décisions prises. Que l'on puisse prendre des distances avec l'immédiat. A leur tour les intellectuels de la culture de l'efficacité, les bureaucrates et tous ceux qui profitent du démantèlement de l'Etat-Providence reprochent aux professionnels de l'intermédiation sociale et du service à autrui de gaspiller ce temps précieux.

Cette courte note a été commencée avant les élections régionales et achevée juste après. Les français ont voté contre les guerriers de l'anti-intelligence. Pourvu que cela dure.

Pierre Tripiier

¹ M. Raffarin a été professeur de communication à Sciences Po, peut-être à l'ENA. Et qu'enseigne un professeur de communication sinon l'art d'argumenter pour convaincre autrui, ce que, classiquement on appelle rhétoricien ou rhéteur. Je préfère ce dernier terme, plus laconique.

² La Culture du discours critique est une notion inventée par l'excellent sociologue, trop tôt disparu, Alvin W. Gouldner dans deux de ses derniers livres: *Dialectic of Ideology and Technology* et *The Future of Intellectuals and the Rise of the New Class*, publiés en 1976 et 1979 chez Macmillan



Compte-rendu de l'assemblée générale du 7 février

attac 92 en 2004

L'Assemblée Générale d'attac 92 a eu lieu le 7 février dernier à la faculté de Nanterre. La participation a été nombreuse, un peu moins cependant que l'année dernière, malgré la qualité de la salle et de l'organisation. Ceci grâce à l'efficacité et au dévouement de tous, en particulier du groupe de proximité de Nanterre.

Le nombre d'adhérents (816 à la fin 2003) est demeuré stable, mais le taux de non-réadhésion est élevé (32,64%), il a été compensé par un nombre d'adhésions supérieur à celui de l'année dernière.

Nous devons faire un effort pour relancer les adhérents, augmenter nos effectifs, et surtout le nombre de militants actifs.

Les débats ont été de haute tenue, ils se sont achevés par un exposé de René Passet sur le thème "éthique et économie, un mariage impossible?"

Les quatre motions proposées ont été approuvées à une large majorité.

Les orientations d'attac 92

Les réflexions d'attac 92 porteront cette année:

- Sur la recherche d'une "nouvelle dynamique". Les travaux sur ce thème, élaborés par les groupes de proximité, feront l'objet d'une synthèse qui sera proposée à **attac** Nationale au mois de septembre prochain.

- Sur un certain nombre de thèmes transversaux :

- la démocratie participative
- le développement durable (ou soutenable...)
- l'énergie.
- le logement

Le groupe thématique "démocratie participative" se réunira prochainement, avec la participation de Christian Lazzeri et d'Alain Caille. (Pour tout renseignement, s'adresser à Bernard Blavette).

Le groupe thématique "énergie" s'est déjà réuni, son secrétariat est assuré par Claude Vojtovic.

Tous les adhérents intéressés peuvent y participer et demander des informations aux membres du bureau ou du Conseil d'Administration.

Conseil d'administration d'attac 92

Brigitte AUDOIN	_____	Boulogne Billancourt	01 46 21 16 11	brigitte.audoin@wanadoo.fr
Patrick BERGAUD	Education populaire	Vanves	01 41 08 89 19	p.bergaud@wanadoo.fr
Michel BERGER	Trésorier	Neuilly sur seine	01 47 47 45 45	michel-berger@wanadoo.fr
Bernard BLAVETTE	Président	Boulogne Billancourt	01 48 25 88 05	bernard.blavette@wanadoo.fr
Françoise CLAIREAUX	_____	Asnières/Seine	01 47 93 44 83	francoiseandreeclaireaux@wanadoo.fr
Marie-Catherine DESAULTY	_____	Fontenay aux roses	01 43 50 74 64	mc.desaulty@free.fr
Michel FENAYON	_____	Suresnes	01 46 97 05 28	mfenayon@wanadoo.fr
Frederic GANA	_____	Chatenay Malabry	01 46 61 53 43	fred.gana@loalabouche.org
David GEELLEN	_____	Sèvres	01 49 66 11 57	david.geellen@free.fr
Guy GOUREVITCH	Secrétaire général	Suresnes	01 47 30 38 41	guy.gourevitch@freesurf.fr
Hubert GUERINET	_____	Boulogne Billancourt	01 48 25 19 06	
Joëlle HERNANDEZ	_____	Bagneux	01 46 54 21 20	jhernandez@netcourrier.com
Sabine KOLIFRAT	_____	Clamart	01 46 38 41 64	
Nicolas LASMAN	Dette	Clamart	01 46 48 88 21	lasman.nicolas@wanadoo.fr
Jacques PINOTEAU	Secrétariat Général	Garches		pinoteau@libertysurf.fr
Gilbert PROUVEUR	_____	Rueil Malmaison	01 47 49 75 53	gilbert.prouveur@wanadoo.fr
Jean QUEBRE	_____	Clichy	01 47 39 55 23	courrier3@msn.com
François TONNERIEUX	_____	Antony	01 46 66 89 72	tonnerfr@club-internet.fr
Claude VOJTOVIC	_____	Rueil Malmaison		linette12@infonie.fr

Les réunions du Conseil d'Administration sont ouvertes à tous les adhérents.

Ceux qui désiraient inscrire un point particulier à l'ordre du jour peuvent le faire en s'adressant à un membre du CA et de préférence du bureau.



agenda

			groupe de proximité	attac 92	paris-ile de france	national-international	partenaires
jeudi 15 avril	Thème 20h30	“ Enjeux des prochaines élections européennes ” Avec Alima Boumedienne-Thiéry, Députée européenne des verts Café Le Havane - Colombes (1)		●			
samedi 17 avril	Thème à/c de 15h30	“ Naître au Sénégal ” Salle des fêtes de Clamart - Le soir, repas africain (avec participation)	●				
jeudi 22 avril	20h30	Réunion du Groupe de proximité de Clamart Maison des associations - 17 avenue J.B. Clément	●				
samedi 24 avril	9h00 à 18h00	Etats généraux de l'assurance maladie 6 rue Albert de Lapparent - Paris 7 ^{ème} - Métro Ségur				●	
mercredi 28 avril	20h00	Conférence-débat organisé par le Collectif de défense de la Sécurité Sociale et des Centres de paiements (syndicats et associations) Salle Jean Jaurès - 51 Bd. Gabriel Péri - Malakoff					●
jeudi 29 avril	Thème 20h30	“ Que faire du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale ? ” Dominique Plihon, Président du Conseil scientifique d' attac . Café Le Havane - Colombes (1)		●			
mardi 4 mai	Thème 20h30	“ Le logement ” Groupe de proximité de Montrouge Crêperie de Montrouge - 6 rue Théophile Gautier	●				
jeudi 6 mai	20h30	Réunion du groupe de proximité Vanves-Issy les Moulineaux	●				
jeudi 6 mai	Thème 20h30	“ Vive l'impôt ” - Groupe de proximité Rueil-Garches (01 47 52 11 78) Avec Vincent Drezet du Conseil scientifique d' attac .	●				
jeudi 6 mai	20h15	Groupe de proximité Fontenay aux roses-Chatillon - Salle de l'Eglise Conférence débat sur notre système de protection sociale Avec un membre de la commission santé d' attac .	●				
jeudi 13 mai	Thème 20h30	“ Nouvelle dynamique pour attac ” Réunion du Groupe de proximité de Nanterre - Suresnes - Puteaux Maison des associations - Rue des Anciennes Mairies	●				
jeudi 13 mai	Thème 20h30	“ La sécurité sociale en danger ” Patrick Alloux, membre de la commission Santé d' attac . Groupe de proximité Meudon-Sèvres-Ville d'Avray-Chaville (2)	●				
jeudi 27 mai	Thème 20h30	“ La sécurité sociale en danger ” Avec des représentants des médecins et des mutuelles. Groupe de proximité Meudon-Sèvres-Ville d'Avray-Chaville (2)	●				
mercredi 2 juin	20h30	Réunion du groupe de proximité Vanves-Issy les Moulineaux	●				
jeudi 11 juin	19h00	Réunion du Groupe de proximité de Nanterre - Suresnes - Puteaux Fête à la Ferme du Bonheur - Bilan de fin d'année et projection d'un film sur le Vénézuéla.	●				

(1) Organisée par le Cercle d'Etudes et d'Initiatives Civiques de Colombes et **attac 92**

Salle du 1er étage - 79, rue du Maréchal Joffre - Colombes. Gare SNCF de Colombes, 10 mn depuis St. Lazare.

Obligation pour les participants de consommer une boisson. Possibilité de dîner sur place, en retenant au N° 01 47 82 31 27.

(2) Lieux à préciser : information auprès de Monique Couteaux 06 87 10 84 91.

Afin de faciliter l'envoi
d' *angle d'attac* et de
diminuer les coûts,
pensez à communiquer
votre adresse courriel à
guy.gourevitch@freesurf.fr

annonces

angle d'attac recherche
photos et dessins, libres
de droits, pour illustrer
ses publications